

## Aspects monétaires et non-monétaires de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques

Mecki Kronen<sup>1</sup>

### Introduction

Dans les pays insulaires de l'Océanie, de nombreuses communautés côtières sont fortement tributaires des récifs coralliens pour leur subsistance et pour la pêche artisanale.<sup>2</sup> Les pays insulaires océaniques dépendent de la pêche vivrière et de la pêche artisanale pour nourrir leur population, générer des revenus et, plus généralement subvenir à leurs besoins. Les pêcheries représentent donc une ressource d'importance capitale pour le bien-être économique des communautés côtières.

Les pressions que subissent les ressources récifales et le déclin spectaculaire de la production halieutique dans la région sont de mieux en mieux connus. Ces phénomènes ont des répercussions pour les principales parties prenantes, c'est-à-dire celles dont la subsistance dépend directement de la prise, de la transformation et de la vente de ressources récifales (Whittingham *et al.* 2003), mais ils peuvent également avoir de graves conséquences à l'échelon régional et international (Burke *et al.* 2002). En Océanie, la pêche artisanale concerne de nombreux intervenants et il convient donc d'étudier des valeurs et des avantages de natures très diverses. Il est essentiel d'identifier et de quantifier ces valeurs et ces avantages aux différentes échelles concernées, pour élaborer des stratégies de gestion équitables et durables, qui font cruellement défaut à l'heure actuelle, et identifier des indicateurs de résultats utiles (Ahmed *et al.* 2004).

Pour estimer la valeur globale de la pêche vivrière et de la pêche artisanale, il est nécessaire de tenir compte de la diversité et de l'ampleur des avantages qui en découlent, sachant que nombre de ces derniers ne relèvent pas de l'économie de marché. Le concept de valeur est un concept pluraliste (Moran et Pearce 1999 ; Korovulavula 2005) et les interprétations en sont nombreuses. Souvent, les valeurs sociales et culturelles ne sont pas des valeurs marchandes, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de prix, et elles sont susceptibles de varier considérablement en fonction des perceptions des parties prenantes concernées. La pêche vivrière et la pêche artisanale étant généralement considérées comme relevant du secteur informel en Océanie, la valeur monétaire de nombreuses activités et transactions peut échapper aux comptes nationaux, qui ne capturent que l'économie monétaire.

Le secteur de la pêche artisanale souffre d'un manque d'attention, typique des secteurs informels, de la part

des responsables politiques. Il est difficile de mobiliser la volonté politique et un soutien pour la gestion des pêches en l'absence de relevés détaillés sur les quantités débarquées, lorsque les données relatives aux coûts, aux prix et aux avantages sont inconnues ou incomplètes, et qu'il n'existe pas de mécanisme qui permettrait d'attribuer une valeur comptable à des avantages dont le prix n'est pas connu, puisqu'ils sont non monétaires par nature. Les politiques adoptées par les pouvoirs publics obéissent souvent à des impératifs d'ordre économique, et la pêche artisanale est largement négligée lorsque sa contribution au PIB est négligeable.

Certaines de ces contraintes se reflètent dans les prévisions de production halieutique établies par les pays insulaires océaniques depuis la fin des années 90 (Tableau 1). D'après ces chiffres, la pêche artisanale ne joue qu'un rôle secondaire. Les débarquements de la pêche vivrière et de la pêche commerciale ne représentent respectivement que 12,5 % et 5,3 % d'une production halieutique totale annuelle de 731 641 tonnes. Ces chiffres montrent également que la valeur des prises de la pêche artisanale est habituellement considérée comme très inférieure à celle des prises des entreprises de pêche commerciale à plus grande échelle.

La présente communication n'est pas exhaustive et ne propose pas de solutions pour mesurer toutes les éventuelles contributions d'ordre économique de la pêche artisanale. Elle présente cependant des variations susceptibles d'affecter, à diverses échelles, la prévalence et les interactions des valeurs monétaires et non monétaires de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques, afin d'illustrer l'importance de la pêche artisanale pour l'économie. Elle examine également les limitations inhérentes à l'utilisation d'outils économiques simples pour estimer approximativement les valeurs monétaires à l'échelle microéconomique (ménages et communautés rurales). Les études de cas présentées reposent sur des observations et des données recueillies dans le cadre d'un projet régional, en cours d'exécution et financé par l'Union européenne (UE), intitulé PROCFish-C.<sup>3</sup>

### Valeur monétaire – l'étude de cas de Niue

Dans l'ensemble, la population de Niue a adopté une économie monétaire de type occidental. Le coût de la vie y est relativement élevé pour un pays insulaire océanique. À ce jour, la pêche récifale et la pêche pélagique se prati-

1. Chargée de recherche (pêche en milieu communautaire), Observatoire des pêches récifales, CPS, Nouméa, Nouvelle Calédonie
2. Dans le présent article, le terme "pêche artisanale" décrit (principalement) la pêche traditionnelle pratiquée par des familles de pêcheurs (par opposition aux entreprises commerciales de pêche), caractérisée par des capitaux et des intrants énergétiques peu élevés, des bateaux de pêche relativement petits (si des bateaux sont utilisés), et des sorties de courte durée près du littoral, le poisson étant principalement destiné à la consommation locale ou au marché plus grand le plus proche (Garcia; FAO Fisheries Glossary).
3. La mise en œuvre, par le Programme Pêche côtière de la CPS, de la composante côtière (PROCFish-C) du Programme régional de développement de la pêche océanique et côtière dans les PTOM et pays ACP du Pacifique (PROCFish) financé par l'Union Européenne a commencé en 2002. Ses principaux objectifs sont, premièrement, contribuer à l'amélioration de la gestion des pêches côtières dans les pays insulaires océaniques en constituant une base de données sur l'état des ressources et leurs niveaux d'exploitation actuels, deuxièmement, évaluer les relations et la dynamique éventuelles entre les ressources et les usagers et, troisièmement, identifier des approximations ou des indicateurs susceptibles de servir comme outils de gestion halieutique.

**Tableau 1.** État récapitulatif, en poids et en valeur monétaire, des prises annuelles de la pêche vivrière et de leur pourcentage du total des prises annuelles

| Pays                        | Prises annuelles de la pêche vivrière (tonnes) | Pourcentage du poids total des prises annuelles (%) <sup>1</sup> | Pourcentage de la valeur totale estimée des prises annuelles (USD) |
|-----------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Îles Cook                   | 795                                            | 63,6                                                             | 9,5                                                                |
| Îles Fidji                  | 21 600                                         | 57,9                                                             | 37,3                                                               |
| États Fédérés de Micronésie | 5 000                                          | 3,6                                                              | 5,5                                                                |
| Kiribati                    | 10 000                                         | 6,8                                                              | 5,4                                                                |
| Îles Marshall               | 2 800                                          | 7,7                                                              | 7,0                                                                |
| Nauru                       | 110                                            | 0,3                                                              | 0,9                                                                |
| Niue                        | 194                                            | 93,3                                                             | 75,2                                                               |
| Palau                       | 1 250                                          | 26,4                                                             | 14,0                                                               |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée   | 26 000                                         | 15,6                                                             | 12,6                                                               |
| Samoa                       | 4 293                                          | 34,0                                                             | 30,2                                                               |
| Îles Salomon                | 13 000                                         | 14,4                                                             | 10,1                                                               |
| Tonga                       | 2 863                                          | 36,3                                                             | 21,4                                                               |
| Tuvalu                      | 880                                            | 2,1                                                              | 2,4                                                                |
| Vanuatu                     | 2 700                                          | 88,6                                                             | 81,0                                                               |
| <b>Total</b>                | <b>91 485</b>                                  | <b>12,5</b>                                                      | <b>11,2</b>                                                        |

1. Inclut la pêche côtière commerciale et la pêche hauturière pratiquée par les flottilles nationales et étrangères (source : Gillett et Lightfoot 2001).

quent principalement sur une base non commerciale. Le marché local est effectivement alimenté par certains pêcheurs qui pratiquent la pêche artisanale, mais les objectifs de ceux-ci ne sont généralement pas seulement commerciaux et le mode de vie a également son importance. Les engins et les techniques de pêche les plus utilisés comprennent la canne à pêche en bambou (de style local) et la canne à pêche sportive (pour les poissons récifaux), des lignes lestées, la traîne et, dans une moindre mesure, la palangre (poissons démersaux et pélagiques). Les pêcheurs se déplacent en marchant sur le récif, en pirogue ou en bateau à moteur.

Bien que le poisson demeure un des aliments préférés des habitants de Niue, la pêche n'est pas pour eux une source de revenus importante. Les stratégies de pêche ne visent pas à capturer les plus grandes quantités possibles, d'autant plus que les conditions météorologiques et l'état de la mer rendent souvent la pêche difficile. La distribution du poisson se fait encore dans une large mesure sans échange d'argent, mais les habitants pensent que la demande excède l'offre, notamment pour certaines espèces récifales et démersales. Le prix du poisson est élevé sur le marché local, ce qui n'est pas surprenant car le coût de la main-d'œuvre et le coût de la vie sont également élevés. Cependant, la question de savoir quels sont les facteurs déterminants de la valeur des produits de la pêche artisanale reste posée : quelle importance attribuer à des coûts de production élevés, à une faible productivité et aux forces du marché, donc à des coûts monétaires mesurables ? Les valeurs perçues jouent-elles également un rôle ?

Une enquête par questionnaire réalisée à Niue en mai et juin 2005 a permis d'identifier trois méthodes de pêche principales. Les modèles suivants ont été calculés sur la base des données moyennées obtenues grâce à l'enquête :

- Pêche à la canne sur le récif, à pied uniquement ("À pied" sur le tableau 2).
- Pêche démersale et/ou utilisation de cannes à pêche et de lignes à main sur des pirogues ("Pirogues 1a" et "1b").
- Pêche démersale et pélagique en bateau à moteur ("Bateau à moteur 2a" et "2b").

Deux catégories différentes ont été utilisées pour calculer les modèles correspondant à la pêche en pirogue et à la pêche en bateau à moteur, de manière à tenir compte des différences de coûts de main-d'œuvre (durée des sorties), de productivité (moyenne des prises) et de coûts d'investissement, calculés principalement en fonction de la longueur du bateau et de la cylindrée du moteur hors-bord le cas échéant.

Les coûts annuels (tableau 2) ont été calculés pour chaque catégorie par la méthode de l'amortissement à intérêts composés, sur la base de 96 sorties par an. Tous les coûts ont été calculés en dollars de Nouvelle-Zélande, puis convertis en dollars des États-Unis d'Amérique (taux de change utilisé : 0,688634). Un taux d'escompte de 15 % a été appliqué à tous les coûts.

La comparaison de trois méthodes de pêche artisanale permet de constater que les coûts de production varient

**Tableau 2. Prix de revient des prises calculés par la méthode de l'amortissement à intérêts composés pour les trois méthodes de pêche couramment utilisées à Niue (USD/kg)**

|                                     | Méthode de pêche |              |              |                       |                       |
|-------------------------------------|------------------|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
|                                     | À pied           | Pirogue 1a   | Pirogue 1b   | Bateau à moteur<br>2a | Bateau à moteur<br>2b |
| Coût annuel (USD)                   |                  |              |              |                       |                       |
| Coûts d'investissement              | 98               | 147          | 147          | 3 469                 | 2 403                 |
| Coûts opérationnels                 | 0                | 207          | 207          | 3 951                 | 3 267                 |
| Coûts de main-d'oeuvre              | 909              | 2 000        | 1 454        | 2 182                 | 2 182                 |
| <i>Total</i>                        | <i>1 007</i>     | <i>2 354</i> | <i>1 808</i> | <i>9 602</i>          | <i>7 852</i>          |
| Moyenne des prises par sortie (kg)  | 1,62             | 7,5          | 13,64        | 17,5                  | 20                    |
| Total des prises (kg/an)            | 208              | 720          | 1 652        | 1 680                 | 1 920                 |
| Prix de revient des prises (USD/kg) | 4,84             | 3,27         | 1,09         | 5,72                  | 4,09                  |

À pied : Matériel : ligne à main (hameçon, appât), lampe électrique et piles.

Pirogues 1a et 1b : Coûts d'investissement : pirogue en bois ( $\pm$  1 000 NZD, soit  $\pm$  689 USD) ; matériel de pêche : lignes à main (hameçons, appât, plombs), lampe et combustible, coûts de maintenance de la pirogue.

Bateau à moteur 2a : Coque en aluminium, 5 m, moteur hors-bord 50 CV, équipements de sécurité ; coûts opérationnels : 25 litres de carburant par sortie ; matériel de pêche : (bas de ligne, plombs, hameçons, jupes), sacs isothermes.

Bateau à moteur 2b : Coque en aluminium, 5 m, moteur hors-bord 25 CV, équipements de sécurité, coûts opérationnels : 22 litres de carburant par sortie ; matériel de pêche : 4 lignes et moulinets (bas de ligne, plombs, hameçons, jupes), sacs isothermes.

de 1,10 à 4,90 USD (1,60 et 7,12 NZD) par kilo de poisson capturé. Par comparaison, le prix du poisson local varie entre 5,50 USD/kg (8,00 NZD/kg) à quai pour les espèces pélagiques (sans tête, ni queue, vidé) et 10,30 USD/kg (15,00 NZD/kg) en moyenne au marché pour les espèces récifales et démersales. Cela signifie que, sur le marché local, le surplus net du producteur est largement supérieur à la valeur marchande dans le cas des espèces récifales et démersales, mais beaucoup moins important dans celui des espèces pélagiques.

Cette étude de cas démontre que la méthode de pêche (à pied) adoptée par la plupart des pêcheurs de Niue, qui requiert le moins d'investissement et présente le moins de risques, n'est pas intéressante du point de vue économique. Mais la pêche fait partie du mode de vie local et le temps de loisir consacré à cette activité est considéré comme une valeur ajoutée non marchande, alors que la main-d'œuvre n'est pas perçue comme un coût. Cette conclusion est étayée par les importantes différences de prix relevées entre les différents groupes d'espèces, soit en moyenne 5,50 USD/kg (8,00 NZD/kg) pour les espèces pélagiques et 10,30 USD/kg (15,00 NZD/kg) pour les espèces récifales et démersales. La différence de prix entre les espèces est révélatrice des préférences alimentaires des consommateurs, et par conséquent des valeurs perçues, car les différences de coûts de production ne permettent pas de l'expliquer de manière probante. Par ailleurs, le secteur de la pêche palangrière commerciale pour l'exportation bénéficie d'une réduction sur le prix du carburant, alors que ce n'est pas le cas pour la pêche artisanale locale ; cette réduction de prix n'explique donc pas les différences révélées par les calculs. Le potentiel du marché local est très limité du fait du petit nombre d'habitants (environ 1 500) et de la pra-

tique, très répandue, de distribution non monétaire des prises. Les mécanismes du marché peuvent donc être exclus en tant que facteurs prépondérants lorsqu'on tente d'expliquer les différences de prix entre les espèces pélagiques, récifales et démersales sur le marché local.

Il est intéressant de constater que cette étude de cas montre également qu'à Niue la valeur du poisson ne peut s'expliquer par des méthodes d'analyse économique conventionnelles, qui font peu de cas de la production de la pêche artisanale et attribuent des valeurs plus élevées à la pêche artisanale hauturière qu'à la pêche artisanale côtière. Cette observation suggère que la valeur de la pêche artisanale peut avoir été sous-estimée jusqu'à présent dans les comptes nationaux, dans lesquels on a utilisé un prix moyen quelle que soit l'espèce (Dalzell *et al.* 1996), ou appliqué un prix nettement plus élevé aux prises de la pêche hauturière qu'à celles de la pêche côtière.

En ce qui concerne la gestion halieutique, l'étude de cas réalisée à Niue permet de tirer les conclusions suivantes :

- bien que les habitants de Niue ne dépendent pas de la pêche artisanale pour leur alimentation ou leurs revenus, la pêche et le poisson frais font toujours partie intégrante de leur mode de vie.
- les préférences et les valeurs culturelles de la population conditionnent les prix du poisson sur le marché local, et des prix généralement plus élevés pour les espèces récifales et démersales, sauf, peut-être, le tazard.
- la demande de poisson, donc la pression de pêche, sont peut-être influencées par des facteurs culturels, ce qui peut limiter l'efficacité des actions de promotion d'activités rémuné-

ratrices de substitution et/ou de la sécurité alimentaire, souvent citées en d'autres lieux comme options de gestion halieutique permettant d'alléger la pression de pêche.

moyens de transports à utiliser pour s'y rendre. Plus la communauté est isolée (Uliveo étant la plus isolée), plus la consommation de poisson frais par habitant est élevée (figure 1) et plus sa valeur monétaire est basse (tableau 2).

### Valeurs non monétaires – l'étude de cas de Vanuatu

L'étude de cas de Vanuatu met en évidence l'ambivalence de la démarche qui consiste à examiner ensemble les valeurs traditionnelles et les systèmes de commercialisation occidentaux, et à les comparer aux fins d'estimation de la valeur de la pêche artisanale. Le "prix à la production", qui correspond au prix obtenu par le pêcheur, mais exclut les coûts de commercialisation, comme le transport, la main-d'œuvre et les charges à payer au marché, est souvent utilisé comme prix de référence pour comptabiliser, à l'échelon national, la valeur marchande du poisson fourni par la pêche artisanale. Cette démarche a été utilisée pour comparer le degré d'application des valeurs marchandes et non marchandes, et pour identifier les raisons d'éventuelles différences.

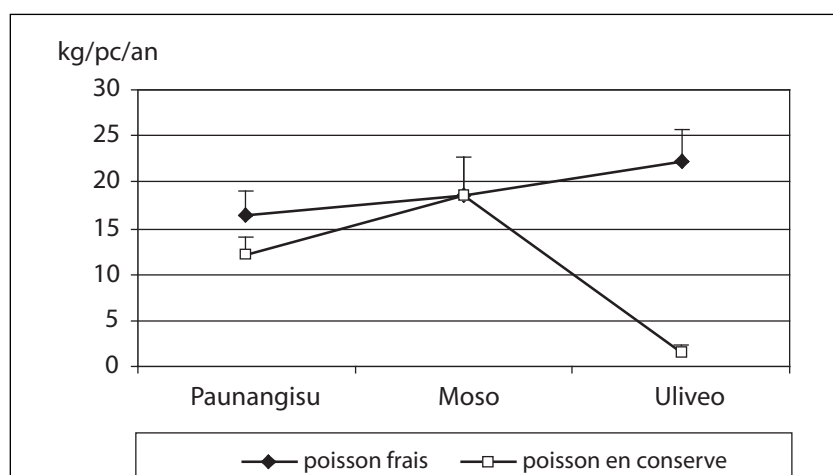
L'étude de cas a porté sur trois communautés côtières : Paunangisu, sur Efate, l'île principale de Vanuatu (390 habitants), Moso, représentative d'une communauté vivant sur une petite île au large d'Efate (187 habitants), et l'île d'Ulivo (1 016 habitants), dans l'archipel lointain des Maskelynes. Nous avons également inclus les prix pratiqués aux grands marchés les plus proches, à savoir Port-Vila pour les deux communautés d'Efate, et Norsup, à Lakatoro, pour les habitants des Maskelynes (tableau 3).

Les variations considérables des prix à la production et des prix de vente au consommateur (tableau 3) ne révèlent pas de tendance claire au niveau des prix actuels, ni, par conséquent, de la valeur monétaire du poisson sur les marchés des trois communautés étudiées, ou sur les marchés provinciaux de Vanuatu les plus proches. Des tendances se dégagent cependant en fonction de l'isolement de ces communautés, lorsqu'on compare les distances qui les séparent du centre urbain le plus proche et les

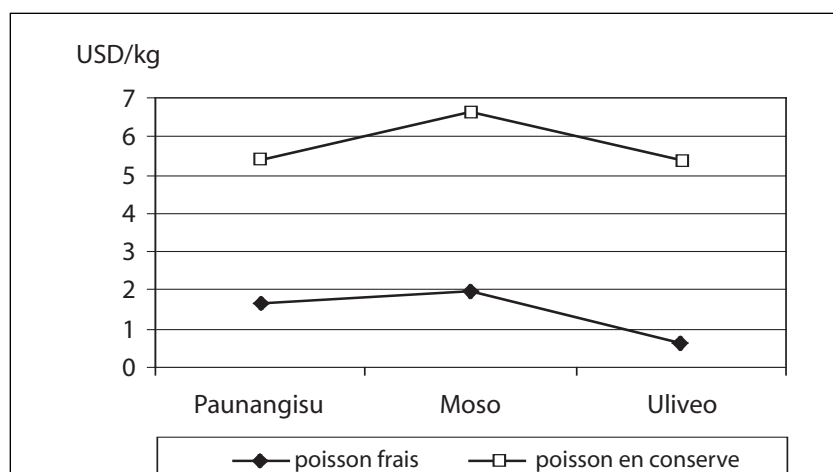
**Tableau 3.** Comparaison des prix à la production, des prix payés par des commerçants locaux et des prix de vente au consommateur dans cinq communautés de Vanuatu

| Communauté       | Prix à la production (USD/kg de poisson) | Prix payé par les commerçants (USD/kg de poisson) | Prix de vente aux consommateurs (USD/kg de poisson) |
|------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Paunangisu       | 1,65                                     |                                                   | 2,29                                                |
| Moso             | 1,99                                     |                                                   |                                                     |
| Port Vila        |                                          |                                                   | 2,51                                                |
| Ulivo            | 0,61                                     | 1,74                                              |                                                     |
| Norsup, Lakatoro | 1,74                                     |                                                   |                                                     |

Taux de change du vatu en dollars des États-Unis d'Amérique : 0,0091617



**Figure 1.** Consommation de poisson frais et de poisson en conserve par an et par habitant dans trois communautés de Vanuatu (kilo/an)



**Figure 2.** Prix du poisson frais et du poisson en conserve dans trois communautés de Vanuatu (USD/kg)

En revanche, la consommation de poisson en conserve est la plus faible dans la communauté la plus éloignée, et le prix du kilo de poisson en conserve y est toujours nettement supérieur au prix à la production du poisson récifal.

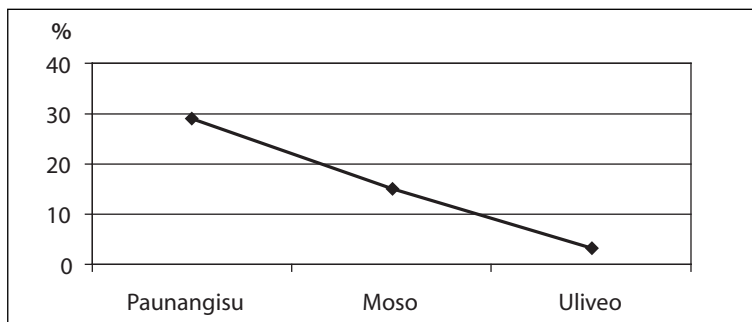
L'isolement peut également être défini par l'accès au marché, comme le suggère le fait qu'Uliveo a la plus petite proportion de ménages qui dépendent de la pêche comme principale source de revenus (Figure 3). Mais c'est également à Uliveo que le nombre de personnes participant à la pêche est le plus élevé (Figure 4). Il n'est donc pas surprenant que 100 % des ménages à Uliveo aient répondu qu'ils consomment du poisson pêché par un membre du ménage (Figure 5).

Cette comparaison permet de constater qu'Uliveo est un village dans lequel l'économie vivrière est très importante, ce que tend à confirmer le faible niveau moyen de dépenses des ménages qui y résident (Figure 6).

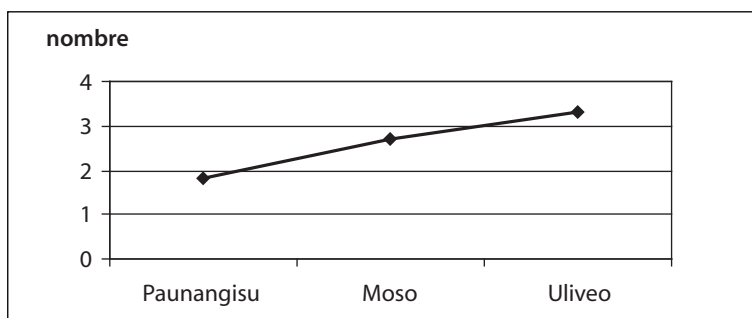
Nonobstant les différences de prix à la production, de revenu et de dépendance de la pêche pour l'alimentation, une proportion élevée des échanges de poisson se fait encore sur des bases non monétaires dans les trois communautés. Il est difficile d'établir un lien entre les différences de pourcentage indiquées par la figure 7 et l'isolement d'une communauté ou sa facilité d'accès au marché.

C'est le village de Paunangisu qui a le plus facilement accès au plus grand marché du pays, à Port-Vila. En outre, un commerçant local achète et revend du poisson. Dans l'ensemble, les villageois ont adopté le prix de gros payé par le commerçant aux pêcheurs, et lorsqu'un pêcheur vend du poisson directement à un villageois, il le vend à ce prix. Dans la boutique du village, le prix de vente au détail le plus élevé est en général payé par les habitants des villages voisins, mais il peut aussi être demandé à des clients de Paunangisu (Tableau 3).

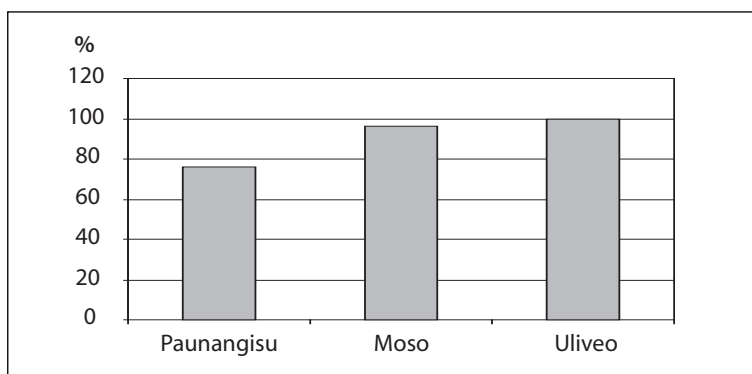
À Moso, il n'existe pas de boutique ou de commerçant qui achèterait le poisson débarqué, et le seul autre marché accessible se trouve à Port-Vila. Le prix à la production à Moso est supérieur de 20 % à celui de Paunangisu. Le village de Moso ne se trouvant pas sur l'île d'Efate et ne disposant pas d'installations réfrigérées, le coût moyen de commercialisation du poisson, comprenant le transport par bateau et par route, les pains de glace et les frais au marché, s'élève à 13,10 dollars des États-Unis d'Amérique



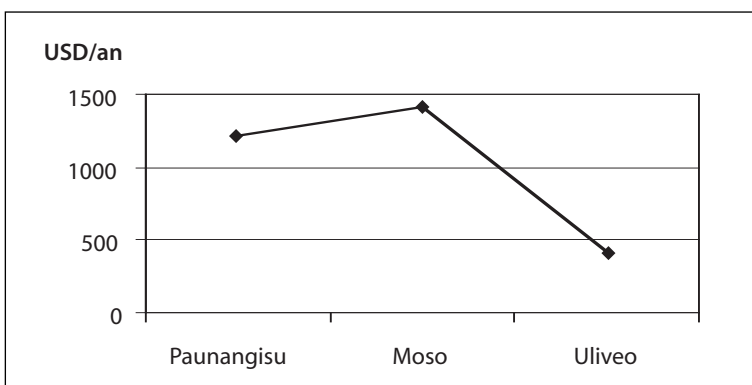
**Figure 3.** Pourcentage de ménages qui ont répondu que la pêche constitue leur principale source de revenus dans trois communautés de Vanuatu



**Figure 4.** Nombre moyen de pêcheurs par ménage dans trois communautés de Vanuatu



**Figure 5.** Pourcentage de ménages qui consomment du poisson pêché par un membre du ménage dans trois communautés de Vanuatu



**Figure 6.** Dépenses moyennes des ménages déclarées dans trois communautés de Vanuatu (USD/an)

par voyage aller et retour. Par comparaison, le coût d'un voyage aller et retour pour un pêcheur de Paunangisu s'élève à 9,16 dollars des États-Unis d'Amérique, y compris le transport par route sur une plus grande distance et les frais au marché, la glace n'étant pas nécessaire car le temps de transit est plus court.

Pour vendre le poisson au marché de Port-Vila, où il peut être vendu plus cher, un pêcheur de Moso doit vendre plus de 20 kilos par voyage (Figure 8) et un pêcheur de Paunangisu doit vendre plus de 10 kilos par voyage

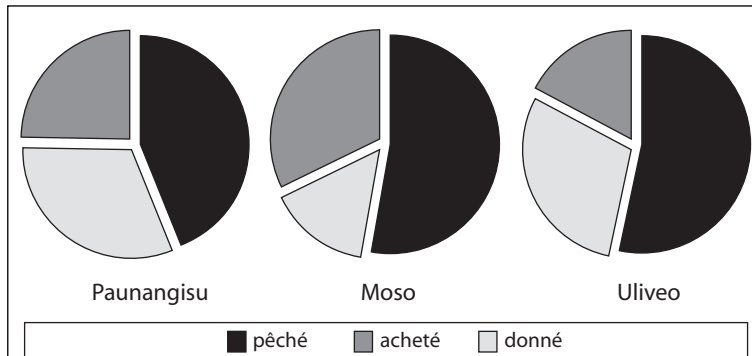
(Figure 9), si l'on tient compte uniquement des coûts de transport et des frais au marché, sans inclure de coûts de main-d'œuvre. Étant donné la petite échelle des opérations de pêche locale (les prises ne dépassant en général pas 10 kilos par sortie), cette option n'est pas rentable. En fait, la distorsion notoire entre le prix du marché à Port-Vila et le coût du transport suggère à elle seule que, même sur le plus grand marché du pays, les poissons récifaux sont généralement vendus à un prix inférieur à leur vraie valeur. Il se peut cependant que cette situation résulte de la faiblesse du pouvoir d'achat de la population, plutôt que d'un manque d'appréciation inhérent de la valeur des ressources locales en poissons récifaux.

Les pêcheurs d'Uliveo disposent d'un autre débouché car ils peuvent vendre leur poisson à un bateau qui fait escale tous les mois. Le prix moyen à la production de 1,74 dollar des États-Unis d'Amérique perçu par les pêcheurs est égal à 2,8 fois le prix qu'ils obtiennent des villageois. Pourtant, malgré l'existence de cette option, la situation n'a pas évolué et le poisson demeure une denrée peu coûteuse pour les habitants d'Uliveo.

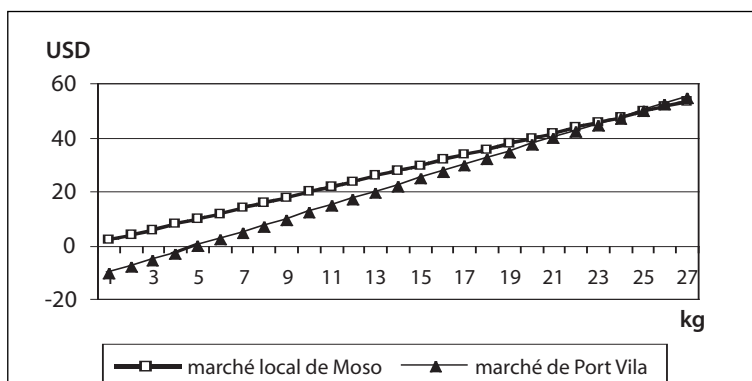
En résumé, l'étude de cas de Vanuatu montre que :

- les importantes variations du prix à la production et du prix de vente au consommateur local ne permettent pas de dégager des conclusions si l'on tient compte des coûts de production, et notamment du coût du transport.
- les données suggèrent que plus une communauté est isolée, plus la consommation de poisson frais par habitant est élevée et plus son prix est bas.
- ni l'isolement d'une communauté, ni sa facilité d'accès au marché ne permettent d'expliquer facilement les échanges non monétaires de poisson entre les membres des communautés.
- les observations réalisées suggèrent que les facteurs étudiés ne permettent pas d'expliquer complètement l'importance relative des valeurs monétaires et non monétaires pour les communautés.
- aucune des valeurs monétaires étudiées ne reflète les valeurs perçues et effectives de la pêche artisanale à l'échelon des communautés rurales, ou leur contribution au maintien et au respect des institutions sociales, à la sécurité alimentaire, aux relations sociales, à la protection ou à la cohésion sociale.

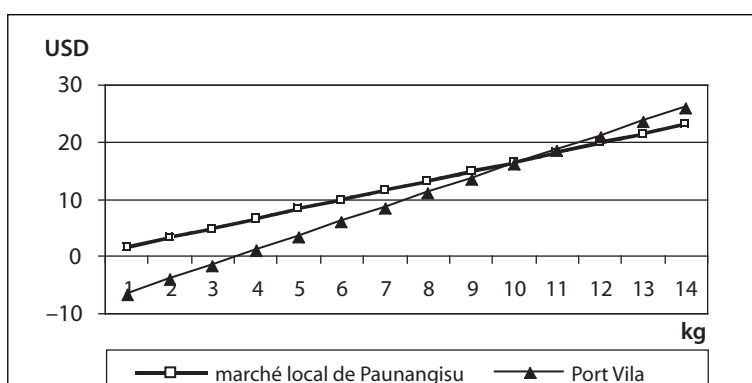
Étant donné la grande amplitude de variation des prix à la production et le fait



**Figure 7.** Consommation de poisson frais : pourcentages de poisson pêché, obtenu sans compensation monétaire (donné), ou acheté dans trois communautés de Vanuatu



**Figure 8.** Seuil de rentabilité des ventes de poisson frais au village de Moso et au marché urbain de Port-Vila



**Figure 9.** Seuil de rentabilité des ventes de poisson frais au village de Paunangisu et au marché urbain de Port-Vila

qu'elles ne permettent pas de justifier avec précision les valeurs perçues, mais non monétaires, nous avons tenté d'utiliser un coût de substitution, celui du poisson en conserve, comme mesure approximative. Communément consommé, ce produit est une source de protéines de substitution bon marché dans les pays insulaires océaniques.

La consommation totale de poisson (principalement des poissons récifaux) de chacune des trois communautés de Vanuatu et à Niue a été calculée, et sa valeur monétaire exprimée en prix à la production local, et en coût de substitution, au prix pratiqué localement, avec du poisson en conserve (poids net) fournissant la valeur calorique correspondante.

La figure 10 montre que, si les quantités totales consommées varient considérablement, leur valeur exprimée en poisson en conserve est toujours supérieure à celle du prix à la production local à Vanuatu. Mais à Niue, c'est l'inverse qui est vrai, car le prix local à la production est toujours plus élevé que celui du poisson en conserve, qui est pourtant déjà un produit cher.

Le prix du poisson en conserve varie d'un pays à l'autre en fonction des différences de taxes, de coûts de transport et de commercialisation. Cette comparaison permet néanmoins de montrer que la référence à un simple coût de substitution, comme celui du poisson en conserve, entraînera vraisemblablement encore une sous-estimation de la valeur monétaire réelle des produits de la pêche artisanale, car elle ne permettra pas de rendre compte de leurs valeurs sociales et culturelles réelles et perçues. Ce constat s'avère particulièrement utile lorsqu'on utilise la valeur des importations de substitution pour estimer la contribution de la pêche artisanale à l'économie nationale.

## Discussion

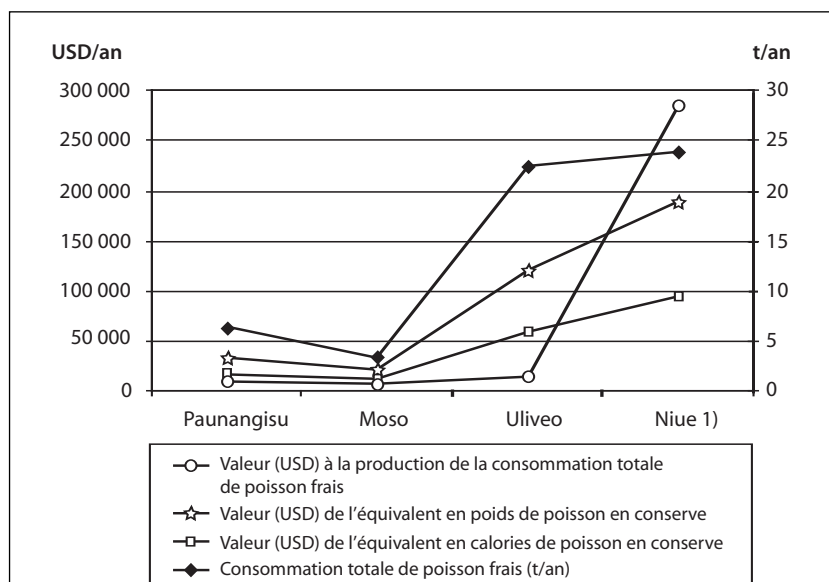
Dans le passé, les systèmes traditionnels océaniques étaient caractérisés par une économie de subsistance et par des petits groupes sociaux auto-suffisants (Crocombe 2001). Depuis les débuts de la colonisation, la monétarisation est considérée comme une condition préalable et indispensable à la croissance économique. Dans toute la région, le système économique monétaire occidental fait de plus en plus partie du mode de vie des communautés rurales traditionnelles.

Du fait de la commercialisation et de la monétisation, les économies locales, jusqu'alors largement des économies de subsistance basées sur l'échange ou le troc, ont été reliées aux marchés extérieurs, avec trois grandes conséquences. Premièrement, des incitations externes ont entraîné une évolution des valeurs perçues par les communautés

locales, qui pourrait aboutir à une préférence pour l'avantage individuel au détriment de l'équité sociale (Ruddle 1993). Deuxièmement, des facteurs externes pourraient être internalisés par les autorités des communautés locales, entraînant un affaiblissement des valeurs traditionnelles et l'effondrement des systèmes de gestion traditionnels. Troisièmement, bien que considérée comme un puissant accélérateur de la dégradation des ressources marines côtières par le biais de l'accroissement de la pression de pêche et de stratégies de pêche non durables, l'économie monétaire n'a pas réussi à remplacer complètement le système économique traditionnel non monétaire basé sur le troc.

À l'heure actuelle, les pays insulaires océaniques connaissent une situation dans laquelle la vente et l'échange des produits de la pêche se font à la fois sur une base monétaire et non monétaire, ce qui peut expliquer pourquoi la valeur économique des ressources des pêcheries artisanales est souvent sous-estimée. Cette situation pourrait également expliquer pourquoi les résultats économiques de la pêche artisanale sont régulièrement sous-estimés (pour ne pas dire ignorés) dans les comptes nationaux (Ram-Bidesi 1997 ; Glossaire des pêches de la FAO).

Comme le montrent les études cas, les valeurs monétaires peuvent varier considérablement en fonction de l'échelle des opérations de pêche, de leurs coûts de production et du degré d'application des mécanismes commerciaux, ainsi que des préférences alimentaires et de la mesure dans laquelle les particuliers sont disposés à payer, et en ont effectivement les moyens.



Poisson frais : 1 100 calories/kg en moyenne ; poisson en conserve (huile égouttée) : 2200 calories/kg en moyenne (source : Dignan et al. 2004 ; le prix à la production local est le prix payé au pêcheur, et le prix du poisson en conserve est le prix de vente au consommateur) ; prix du poisson en conserve en USD/kg (poids net) : 5,40 à Paunangisu, 6,62 à Moso et 5,39 à Uliveo.

**Figure 10. Valeur (en USD) du poisson frais consommé dans trois communautés de Vanuatu et à Niue : prix à la production, prix de vente local pour un poids (net) équivalent de poisson en conserve, et valeur calorique du poisson en conserve.**



Le concept de la valeur perçue par la société (le principe du “consentement à payer” ; Freeman 1993) peut s’avérer d’une utilité limitée dans le contexte des pays insulaires océaniques. Ce principe implique, non seulement que la société concernée reconnaisse la valeur intrinsèque d’une ressource, mais aussi qu’elle ait les moyens de payer pour l’acheter. Le niveau de vie comparativement élevé des habitants de Niue leur permet d’appliquer ce principe, mais cela sera difficile, voire impossible, pour la plupart des communautés côtières et pour nombre de sociétés océaniques, qui dépendent principalement d’une économie de subsistance.

Certains des mécanismes fondamentaux de la dynamique socioinstitutionnelle de la pêche artisanale sont toujours très mal compris, notamment leur contribution à la sécurité alimentaire, leur place parmi les multiples activités des économies rurales et microéconomiques (à l’échelon des ménages et de la communauté locale) et leurs liens avec ces activités (Staples *et al.* 2004).

Les services des pêches sont préoccupés par la “sous-estimation” des produits de la pêche, sur le marché national comme sur les marchés étrangers, parce qu’une estimation adéquate de la pêche artisanale et de ses produits est l’une des conditions de l’amélioration de la gestion halieutique. Les observations présentées dans la présente communication appuient l’argumentaire en faveur de l’élaboration d’outils simples, mais efficaces, qui permettront aux spécialistes de la planification stratégique et aux responsables de la gestion halieutique de réaliser des estimations raisonnables de la pêche artisanale, de soutenir des politiques adaptées et d’obtenir un soutien financier à tous les échelons concernés.

Plusieurs méthodes (coûts annuels, prix à la production et coût de substitution) ont été essayées pour obtenir une estimation approximative de la pêche artisanale et de ses produits. Cependant, ces méthodes n’ont pas donné les résultats escomptés. Comme le montrent les deux études de cas, notamment celle réalisée à Vanuatu, les valeurs sociales revêtent une importance décisive mais ne correspondent pas aux concepts sur lesquels s’appuient les techniques simples mises en œuvre, qui visent à mesurer des transactions incorporant des mécanismes déclencheurs de changements observables du prix ou de la quantité des ressources échangées. Par conséquent, comme l’avance Costanza (1979), les prix observés sur le marché ne sont pas seulement des mesures inadéquates de la valeur sociale des ressources marines mais ils ne permettent pas non plus, en général, d’estimer la valeur de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques.

L’estimation de la pêche artisanale et de ses produits dans les pays insulaires océaniques contribuera à une meilleure compréhension de la pêche, ainsi que des motivations et des perceptions des pêcheurs dans une optique socioéconomique. Il est clair que les recommandations concernant la gestion halieutique ne devraient pas être formulées sans qu’il soit tenu compte des valeurs sociales et du mode de subsistance des pêcheurs et de leurs familles (Kesteven 1996 ; Garcia 2005). Il est possible qu’une démarche quantitative inspirée des méthodes de l’économie de l’environnement, qui incluent l’estimation d’avantages non marchands, puisse être adoptée pour estimer la

valeur économique totale de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques. Une telle démarche, telle que l’a exposée Korovulavula (2005) dans le cadre d’une estimation socioéconomique de la diversité biologique, tiendrait compte des éléments suivants :

- *Les valeurs d’usage directes et indirectes* : dans le contexte de la pêche artisanale, les valeurs directes correspondent aux prises et à d’autres usages mesurables des pêcheries côtières, cependant que les valeurs indirectes incluent les fonctions environnementales et écologiques, et les avantages de l’écosystème marin côtier.
- *Les valeurs d’option* : ce sont des valeurs perçues par la population en termes de possibilité d’exploiter les ressources dans le présent et dans l’avenir. Ces valeurs incluent également des usages autres que la pêche artisanale.
- *Les valeurs de non usage, y compris les valeurs d’existence et de transmission* (Richards et Davies 1999 ; Campbell et Brown 2003) : dans notre contexte, cela inclut la pérennité des pêcheries côtières et leur valeur pour les générations futures.

Une telle démarche de l’estimation des valeurs non marchandes doit également passer par la conception d’une méthode de normalisation des diverses valeurs en termes monétaires pour pouvoir tenir compte d’un certain nombre de valeurs associées à la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques, dont, entre autres :

- la sécurité nutritionnelle, la stabilité du milieu rural, et la protection contre les variations économiques externes, qui, de concert avec le secteur non monétaire, plus important, aident à constituer une précieuse position de repli pour les pays insulaires océaniques (Ram-Bidesi 1997), et
- les institutions sociales qui dépendent de la pêche artisanale, dont l’existence favorise une distribution plus équitable et qui réduisent donc la nécessité de disposer d’un système de protection sociale externe ou étatique. Ces institutions sont également considérées comme l’un des mécanismes les plus efficaces, sinon le plus efficace, de règlement des différends entre les divers usagers et de mise en œuvre de mesures de gestion halieutique viables.

On ne doit cependant pas oublier que plus la pêche artisanale sera monétisée, et plus il est probable que les ressources halieutiques seront sous pression. Le comportement des populations locales pourrait ainsi évoluer vers des méthodes moins favorables à la conservation (Kramer et van Schaik 1997 ; Holt 2005). Les services des pêches doivent donc chercher à sensibiliser la population pour qu’elle soit plus disposée à modifier ses comportements en vue d’assurer la conservation des ressources dans cette situation nouvelle (Vickers 1994).

## Remerciements

Cette communication n’aurait pas vu le jour sans l’aimable assistance de nombreuses personnes. Je suis particulièrement reconnaissante au service des pêches de



Niue, notamment à son Directeur, Brendon Pasisi, et à Fiafia Rex, Chargée de la gestion des pêches côtières, qui ont apporté leur soutien à l'enquête sur le terrain, et à James Tafatu, Agent des pêches principal, pour ses observations et ses suggestions. Je tiens à remercier tout particulièrement les agents du Service des pêches de Vanuatu, son Directeur, Moses John Amos, et Robert Jimmy, Biologiste des pêches principal, grâce auquel le travail sur le terrain a pu être réalisé à Vanuatu, et Tony Taleo, qui a participé à la collecte des données.

Aucun résultat n'aurait été obtenu sans la coopération des villageois et des pêcheurs des communautés représentées dans cette étude. Je tiens donc à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu me faire confiance et contribuer à nos travaux donnant de leur temps et de leurs efforts pour partager les informations que nous avons utilisées et, en particulier, la population de Niue et les habitants de Paunangisu, de Moso et d'Uliveo sur Efate et sur les Maskelynes à Vanuatu.

Je remercie également mes collègues du Projet PROC-Fish-C et du Programme Pêche côtière de leurs commentaires et de leurs observations.

## Bibliographie

- Ahmed M., Chong C.K. and Balasubramanian H. 2004. An overview of problems and issues of coral reef management. p. 2–11. In: Ahmed, M., Chong, C.K. and Cesar, H. (eds). *Economic valuation and policy: Priorities for sustainable management of coral reefs*. Worldfish Centre, Penang, Malaysia.
- Burke L., Selig E. and Spalding M.D. 2002. *Reefs at risk in Southeast Asia*. World Resources Institute, Washington, DC.
- Campbell H.F. and Brown R.P.C. 2003. Valuation of non-marketed goods. p. 261–287. In: Campbell, H.F. and Brown, R.P.C. (eds). *Benefit-cost analysis: Financial and economic appraisal using spreadsheets*. Cambridge University Press: Cambridge, UK.
- Costanza R. 1999. The ecological, economic, and social importance of the oceans. *Ecological Economics* 31:199–213.
- Crocombe R.G. 2001. Production: From village economy to global markets. p. 322–343. In: Crocombe, R.G. *The South Pacific*. Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Suva, Fiji.
- Dalzell P., Adams T.J.H. and Polunin N.V.C. 1996. Coastal fisheries in the Pacific islands. *Oceanography and Marine Biology: An annual review* 34:395–531.
- Dignan C., Burlingame B., Kumar S. and Aalbersberg W. 2004. *The Pacific Islands food composition tables*. 2nd edn. FAO, Rome.
- FAO Fisheries Glossary: <[www.fao.org/fi/glossary/default.asp](http://www.fao.org/fi/glossary/default.asp)>.
- Freeman A.M. 1993. *The measurement of environmental and resource values: Theory and methods*. Resources for the Future, Washington, DC.
- Garcia S.M. 2005. Fishery science and decision-making: Dire straights to sustainability. *Bulletin of Marine Science* 76:171–196.
- Gillett R. and Lightfoot C. 2001. *The contribution of fisheries to the economies of Pacific Island countries*. Asian Development Bank, Manila, Philippines.
- Holt F. 2005. The catch-22 of conservation: Indigenous peoples, biologists, and cultural change. *Human Ecology* 33:199–215.
- Kesteven G.L. 1996. A fisheries science approach to problems of world fisheries or: Three phases of an industrial revolution. *Fisheries Research* 25:5–17.
- Korovulavula I. 2005. A framework for socioeconomic valuation of biodiversity in the PABITRA focal sites in Fiji. *Pacific Science* 59: 205–211.
- Kramer R.A. and van Schaik C.P. 1997. Preservation paradigms and tropical rain forests. p. 3–14. In: Kramer, R.A., van Schaik, C.P. and Johnson, J. (eds.). *Last stand: Protected areas and the defense of tropical biodiversity*. Oxford University Press, New York.
- Moran D. and Pearce D. 1999. The economics of biodiversity. p. 82–113. In: Folmer, H. and Tietenberg, T.H. (eds). *The international yearbook of environmental and resource economics 1997/ 1998: A survey of current issues*. Edward Elgar Publishing: Cheltenham, UK.
- Ram-Bidesi V. 1997. Economics of subsistence fishery in the Pacific Islands. p. 69–89. In: *Fisheries and Marine Resources: Papers presented at Symposium 8: Eighth Pacific Science Inter-Congress*, University of the South Pacific, Fiji, 13–19 July 1997. Marine Studies Programme Technical Report 3.
- Richards M. and Davies J. 1999. The use of economics to assess stakeholder incentives in participatory forest management: A review. *European Union Tropical Forestry Paper 5*. Overseas Development Institute, London.
- Ruddle K. 1993. External forces and change in traditional community-based fishery management systems in the Asia-Pacific region. *Marine Anthropological Studies* 6(1/2):1–37.
- Staples D., Satia B. and Gardiner P.R. 2004. *A research agenda for small-scale fisheries*. FAO Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok.
- Vickers W.T. 1994. From opportunism to nascent conservation: The case of the Siona-Secoya. *Human Nature* 5: 307–337.
- Whittingham E., Campbell J. and Townsley P. 2003. *Poverty and reefs: Volume 1: A global overview*. DFID–IMM–IOC/UNESCO, Paris.